## Le Burundi claque la porte du Comité des droits de l'Homme des Nations unies

RFI, 05/07/2023 L'examen périodique du Burundi s'est déroulé lundi et mardi dernier à Genève, au Comité des de l'homme des Nations unies. II vise notamment à examiner la mise en Å"uvre des droits civils et politiques dans le pays Sauf qu'à peine la séance débutée, la délégation burundaise a quitté la salle. En cause : la présence sur plac criminels condamnés au Burundi selon Bujumbura.

C'était la premià re fois depuis neuf ans que le Burundi se présentait devant le comité. Mais la délégation n' restée bien longtemps. Juste avant la séance, les représentants burundais ont signalé qu'ils ne participeraient pas ta que certains activistes étaient dans la salle. Parmi eux, Me Armel Niyongere, avocat en exil, condamné par la justice burundaise pour une tentative de coup d'État en 2015. «Â C'Ā©tait un simulacre de procà s Â», a indiqué Human Ri Watch. Le Comité a en tout cas répondu que ces personnes étaient accréditées et ne pouvaient pas être exclues. La d©Iégation burundaise d'une guinzaine de personnes, ministres, procureur, policiers et hauts responsables administratifs, a alors quitté la salle et la session a dû continuer sans les principaux intéressés. Certains «Â se réclament de la soci civile alors qu'en réalité, ce sont des criminels condamnés par la justice. Nous déplorons que le comité n'ait p notre demande légitime Â», a déclaré la ministre burundaise des Droits humains. Un prétexte pour ne pas avoir Ã répondre à des questions embarrassantes? De son cà té, Human Rights Watch a dénoncé le «Â mépris pour les d de l'Homme Â» affiché par le Burundi. Le comité onusien a lui exprimé de «Â profonds regrets Â» aprÃ"s la réa burundaise. Interrogé, Armel Niyongere pense lui que le pouvoir a peut-être peur des rapports de son organisation, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, une ONG internationale, mais qu'il pouvait aussi s'agir d'un prétexte pour ne pas avoir à répondre au comité sur des questions embarrassantes. Ce n'est pas la premià re fois que le Bu agit de la sorte. En juillet 2016, il n'était pas venu à la deuxià me journée d'examen de sa situation au Comité de contre la torture. Une premià re dans l'histoire de l'organisation. Â Le Bureau des droits de l'homme des Nations unies Burundi a été fermé en février 2019 suite à la décision du gouvernement. En mai 2021, l'ONU a ensuite fermé le Bu de son envoyé spécial dans le pays, toujours à la demande de Bujumbura.

http://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 9 May, 2024, 06:28